

ANNEXE 1/1 au CCAP

Prise en charge des frais de déplacement et d'hébergement

Ministères sociaux

Textes réglementaires :

Arrêté du 20 septembre 2023 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat

Arrêté du 22 juin 2020 pris pour l'application du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 modifié et portant politique du voyage des personnels civils du ministère des solidarités et de la santé, du ministère du travail, du ministère des sports

Justificatifs à fournir :

1. Billets de train et/ou facture avion + cartes embarquements (aller et retour)
2. Factures hôtel
3. Factures taxi

Remboursement des frais de transport (frais réels):

1. **Train** : (extrait de l'arrêté du 22/06/2020)

Art. 9. – Les transports doivent être effectués en 2^e classe pour les trajets par voie ferroviaire, sauf lorsque les conditions tarifaires peuvent justifier le recours à la 1^{re} classe. Il est également autorisé par l'autorité qui ordonne le déplacement lorsque la durée des trajets effectués au cours de la même journée est supérieure à cinq heures.

2. **Avion** : (extrait de l'arrêté du 22/06/2020)

Art. 10. – Les trajets par voie aérienne doivent être effectués en classe économique. Le recours à la classe supérieure doit rester exceptionnel. Il ne peut être autorisé que par le directeur de la structure ou le chef de service lorsque la durée du voyage est supérieure à sept heures et que la durée de la mission est inférieure à sept jours ou lorsque les conditions tarifaires le justifient.

3. **Taxi** : (extrait de l'arrêté du 22/06/2020)

Art. 15. – Les déplacements doivent être effectués en transport en commun. Toutefois, à titre dérogatoire, l'utilisation du taxi ou d'un véhicule de transport avec chauffeur agréé (VTC) peut être autorisée entre 20 heures et 8 heures. En cas de recours au taxi, dans des conditions qui ne le justifient pas, l'agent en mission sera remboursé sur la base du tarif le moins cher des transports en commun.

Remboursement des frais d'hébergement (forfaitaire) :

	France métropolitaine			Outre-mer	
	Taux de base	Grandes villes et communes de la métropole du Grand Paris	Commune de Paris	Martinique, Guadeloupe, Guyane, Réunion, Mayotte, Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Barthélemy, Saint-Martin	Nouvelle-Calédonie, Wallis et Futuna, Polynésie française
Hébergement	90 €	120 €	140 €	120 €	120 € ou 14 320 F.CFP